

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1984/47/Add.1
10 février 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarantième session
Point 24 de l'ordre du jour

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

Additif

1. De nouvelles candidatures au poste de membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ont été présentées au Secrétaire général depuis le 25 janvier 1984. Les candidats sont les suivants :

<u>Etat Membre qui a présenté la candidature</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Candidat suppléant</u>
Equateur	M. Rodrigo Valdez Baquero**	M. Mario Aleman Salvador
Ghana	M. K.B.S. Simpson	Mme Kate Abankwa*
Iraq	M. Riyadh Aziz Hadi*	M. Amer Jomard*
Madagascar	M. Romain Ramanandraibe*	M. Désiré Randriambololona*
Soudan	M. Muddathir Abdel-Rahim	-
République arabe syrienne	M. Issam Al-Naeb	M. Amin Esber
Turquie	M. Mümtaz Soysal	-
Yougoslavie	M. Ivan Toševski**	M. Danilo Türk

2. Les curriculum vitae de MM. Héctor Fix Zamudio (candidat suppléant proposé par le Mexique), Angel Ernesto Riera Diaz (candidat suppléant proposé par le Panama), et Aidid Abdillahi Iikahanaf (expert proposé par la Somalie), dont les candidatures avaient été annoncées dans le document E/CN.4/1984/47, sont reproduits dans l'annexe au présent document.

3. Le Gouvernement autrichien a fait savoir qu'il n'avait pas de candidat à proposer.

* Curriculum vitae qui feront l'objet d'un autre additif lorsqu'ils seront parvenus au Secrétariat.

** Voir le document E/CN.4/1984/47.

Annexe

CURRICULUM VITAE

M. MARIO ALEMAN SALVADOR (suppléant)

(Candidat proposé par le Gouvernement équatorien)

Né à Quito, le 18 mars 1935.

ETUDES ET TITRES UNIVERSITAIRES

- Etudes supérieures à la Faculté de droit de l'Université centrale d'Equateur.
- Licence en sciences publiques et sociales.
- Docteur en droit.
- Avocat auprès des tribunaux de la République.

POSTES OCCUPES AUX AFFAIRES ETRANGERES

- Fonctions administratives : au Ministère des relations extérieures et à l'étranger (juin 1956-juillet 1962).
- Troisième Secrétaire d'ambassade en Uruguay (juillet 1962-mars 1964).
- Chargé des fonctions consulaires, Montevideo (décembre 1962-juin 1964).
- Deuxième Secrétaire d'ambassade en Uruguay (mars 1964-mars 1965).
- Deuxième Secrétaire d'ambassade au Brésil (mars 1965-mars 1967).
- Premier Secrétaire, chargé d'affaires par intérim à l'Ambassade d'Equateur en République dominicaine (mai 1969-juin 1971).
- Premier Secrétaire d'ambassade au Mexique (juin 1971-novembre 1971).
- Conseiller à l'Ambassade d'Equateur au Mexique (décembre 1971-décembre 1972).
- Conseiller à la Mission permanente de l'Equateur auprès de l'Organisation des Nations Unies (janvier 1973-février 1976).
- Ministre, représentant suppléant à cette même mission (mars 1976-décembre 1976).
- Chargé d'affaires par intérim à la Mission de l'Equateur auprès de l'Organisation des Nations Unies (mars 1976-décembre 1976).
- Ministre, Directeur du département des réunions et organisations internationales au Ministère des relations extérieures (janvier 1977-août 1979).
- Directeur général du Département des affaires politiques, par intérim.
- Ambassadeur, Sous-Secrétaire aux affaires politiques au Ministère des relations extérieures (août 1979-avril 1981).

- Ambassadeur, Sous-Secrétaire général du Ministère des relations extérieures (mai-novembre 1981).
- Ministre des relations extérieures, par intérim.

FONCTIONS ACTUELLES

- Ambassadeur, Représentant permanent de l'Equateur auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève (janvier 1982).

AUTRES FONCTIONS

- Représentant des étudiants au Conseil universitaire de l'Université centrale d'Equateur - 1959.
- Professeur à l'Ecole de droit international, Université centrale, chargé de l'enseignement de l'histoire des relations internationales (1977).
- Professeur à l'Ecole de droit international, Université centrale, chargé des problèmes internationaux contemporains (1978-1979).
- Président de la "Asociación de Funcionarios y Empleados del Servicio Exterior Ecuatoriano (AFESE) (Association de fonctionnaires et d'employés du Service équatorien des relations extérieures), 1968-1979.
- Assistant du Secrétaire du Conseil consultatif du Ministère des relations extérieures (1968).
- Représentant des fonctionnaires du Service équatorien des relations extérieures à la Commission chargée des promotions (1969).

DELEGATIONS OFFICIELLES

- Secrétaire de la délégation équatorienne à la huitième Réunion de consultation de l'OEA - Punta del Este, Uruguay (1962).
- Secrétaire de la délégation équatorienne à la deuxième Conférence internationale extraordinaire - Rio de Janeiro (1965).
- Membre de la délégation équatorienne chargée de constituer la Commission mixte Equateur/Colombie, Pasto, Colombie (20 novembre 1967).
- Conseiller de la Mission spéciale pour la passation des pouvoirs en République dominicaine (août 1970).
- Représentant de l'Equateur à la Réunion du Conseil exécutif de l'Institut latino-américain de la communication éducative, Mexico (avril 1972).
- Représentant de l'Equateur au Séminaire international sur les problèmes de la pollution et les ressources naturelles en Amérique latine, Mexico (avril 1972).
- Représentant de l'Equateur à la seizième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mexico (octobre 1972).
- Représentant de l'Equateur à la Réunion des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, New York (décembre 1973).

- Représentant suppléant à la trentième session de la Commission des droits de l'homme, New York (janvier 1974).
- Représentant de l'Equateur à la session du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, New York (février 1974).
- Représentant suppléant à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, New York (août 1974).
- Président de la délégation équatorienne à la première session du Comité préparatoire pour la Conférence - Exposition des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat), New York (mai 1975).
- Représentant de l'Equateur à la cinquante-huitième session du Conseil économique et social, New York (avril-mai 1975).
- Représentant de l'Equateur aux vingt-huitième, vingt-neuvième, trentième, trente et unième, trente-deuxième et trente-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Représentant à la Réunion préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, décembre 1973.
- Vice-Président du Comité préparatoire des Conférences des Nations Unies sur les établissements humains, New York (1975).
- Représentant de l'Equateur à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (1974).
- Représentant de l'Equateur à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (1975).
- Représentant à la cinquième étape de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (juillet-septembre 1976).
- Vice-Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, New York (1976 et 1982).
- Représentant de l'Equateur à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, New York (1978).
- Représentant du Ministère des relations extérieures auprès du Conseil d'administration du Centre international d'études supérieures en information pour l'Amérique latine (CIESPAL), Quito (1978).
- Représentant de l'Equateur à la première Réunion sur la limitation des armements classiques en Amérique latine, Mexico (août 1978).
- Président de la délégation équatorienne à la neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA, La Paz (octobre 1979).
- Membre de la délégation équatorienne à la Réunion des ministres des relations extérieures des pays membres de l'Accord de Carthagène, Lima (23 octobre 1979).
- Membre de la délégation équatorienne à la troisième Réunion du Groupe andin, Quito (mars 1980).

- Membre de la délégation équatorienne aux cinquième et sixième réunions entre les ministres des relations extérieures des pays du Groupe andin, le Ministre espagnol des relations extérieures et les ministres des relations extérieures du Conseil de la Communauté économique européenne, Madrid-Bruxelles (avril 1980).
- Ambassadeur en mission spéciale, chargé de représenter l'Equateur aux obsèques du Maréchal Tito, Yougoslavie (6 mai 1980).
- Président de la mission spéciale de l'Equateur, qui a assisté à la cérémonie d'échange des instruments de ratification du Traité de paix entre le Honduras et El Salvador (décembre 1980).
- Président de la mission spéciale envoyée à Mexico pour préparer la visite du chef de l'Etat équatorien (novembre 1980).
- Président de la mission spéciale envoyée au Brésil pour préparer la visite du Président équatorien (septembre 1981).
- Représentant de l'Equateur aux 219ème, 220ème, 221ème et 222ème sessions du Conseil d'administration de l'OIT, Genève (1982 - mars 1983).
- Président suppléant de la délégation équatorienne à la 68ème Conférence internationale du travail, Genève (juin 1982).
- Représentant de l'Equateur au Comité de rédaction de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève (juillet 1982).
- Représentant de l'Equateur aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Conseil du commerce et du développement, Genève (mars 1982 et septembre 1982 respectivement).
- Président suppléant de la délégation équatorienne à la trente-septième session du GATT, Genève (novembre 1982).
- Membre de la délégation équatorienne à la Conférence de consultation de l'OPEP, Genève (janvier 1983).
- Président de la dixième session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, CNUCED (décembre 1982, Première partie, mars 1983, Deuxième partie), Genève.

LECORATIONS ET DISTINCTIONS HONORIFIQUES :

- Ordre national du Mérite, Equateur.
- Ordre de Christophe Colomb, République dominicaine.
- Ordre de Mai, Argentine.
- Ordre du roi Leopold, Belgique.
- Ordre de l'Aigle aztèque, Mexique.
- Ordre Cecilio del Valle, Honduras.
- Ordre du Mérite civil, Espagne.

PUBLICATIONS

- Derecho Internacional del Trabajo.
- Divers articles sur la politique internationale de l'Equateur.

M. KWESI BUEGYAM SARSAH SIMPSON (Expert)
(Candidat proposé par le Gouvernement ghanéen)

Date de naissance : 2 août 1936

Etudes : Université du Ghana, 1959-1963 (B.A. HONs)
Université de Bordeaux, France, 1960-1961

Postes occupés : 1963
Sous-Secrétaire, Ministère des affaires étrangères, Accra.

1963-1964

Etudes à l'Institut ghanéen de gestion et d'administration publique (GIMPA), Accra.

1965-1967

Premier Secrétaire/Chef de la chancellerie,
Ambassade du Ghana, Berne.

1967-1970

Premier Secrétaire/Chef de la chancellerie,
Ambassade du Ghana, Tunis, Tunisie.

1971-1974

Sous-Secrétaire principal, Ministère des affaires
étrangères, Accra.

1974-1978

Conseiller/Chef de la chancellerie, Haute Commission du
Ghana, Londres, Royaume-Uni.

1978-1979

Directeur, Département des relations économiques,
Ministère des affaires étrangères, Accra.

1979-1980

Assistant personnel du Ministre des affaires étrangères,
Ministère des affaires étrangères, Accra.

Décembre 1980-avril 1983

Ministre/Conseiller et Haut Commissaire par intérim,
Haute Commission du Ghana, Harare, Zimbabwe.

Avril 1983 à ce jour

Ministre/Conseiller, Mission permanente du Ghana auprès
de l'Organisation des Nations Unies, New York.

Situation de famille : Marié et père de 3 enfants.

Langues : anglais et français.

M. HECTOR FIX ZAMUDIO (Suppléant)

(Candidat proposé par le Gouvernement mexicain)

I. Renseignements personnels

1. Né à Mexico, district fédéral, le 4 septembre 1924.

2. Domicile

a) Privé, Ingeniería 15, Colonia Copilco Universidad, Mexico 20, D.F.

b) Bureau : Instituto de Investigaciones Jurídicas, 5° piso, Torre Dos de Humanidades, Ciudad Universitaria, Mexico 20, D.F.

II. Formation universitaire

1. Escuela Nacional de Jurisprudencia de la UNAM (Université nationale autonome de Mexico) (1942-1949). Examen professionnel, le 18 janvier 1956, licencié en droit (avec mention).

2. Hautes études universitaires à la Division d'études supérieures de la Faculté de droit de l'UNAM (1964-1965). Thèse de doctorat soutenue le 1er mars 1972. Reçu docteur "Magna Cum Laude" avec mention.

III. Fonctions exercées

1. Greffier adjoint de la Deuxième chambre de la Cour suprême de justice de la nation (depuis son admission dans le corps de la magistrature fédérale - le 8 juin 1945 - jusqu'au mois d'avril 1956).

2. Secrétaire-greffier du tribunal administratif de district No 2 du district fédéral de mai à août 1956.

3. Greffier du tribunal collégial No 1 du premier circuit, du 10 septembre 1956 au 11 septembre 1957.

4. Greffier "de Estudio y Cuenta" affecté à la chambre plénière de la Cour suprême de justice du 1er janvier 1958 au 30 juillet 1964, date à laquelle il s'est démis de ses fonctions pour occuper un poste à temps plein à l'UNAM.

IV. Publications

A. Ouvrages

1. El juicio de amparo, Mexico, 1964, Editorial Porrúa, S.A. 438 pages.

2. Veinticinco años de evolución de la justicia constitucional (1940-1965), Mexico, 1968 UNAM, 183 pages.

3. Constitución y proceso civil en Latinoamérica, Mexico, 1974, UNAM, 125 pages.

4. Los tribunales constitucionales y los derechos humanos, UNAM, Mexico, 1980, 234 pages.
5. Ensayos sobre metodología, enseñanza e investigación jurídicas, UNAM, México, 1981, 432 pages.
6. La protección procesal de los derechos humanos ante las jurisdicciones nacionales, Editorial Civitas-UNAM, Madrid, 1982, 365 pages.
7. La Introducción a la Justicia Administrativa en el Ordenamiento Mexicano, Editorial El Colegio Nacional, Mexico, 1983, 151 pages.

B. Monographies

1. Panorama del Derecho Mexicano Síntesis del derecho de amparo, Mexico, 1963, UNAM, 63 pages.
2. La jurisdicción constitucional mexicana, annexe à l'ouvrage de Mauro Cappelletti, "La jurisdicción constitucional de la Libertad", Mexico, 1961, UNAM, p. 131-247.
3. Derecho procesal, en collaboration avec José Ovalle Favela, UNAM, Mexico, 1981, 107 pages.

C. Articles publiés dans des revues ou des ouvrages collectifs au Mexique

1. La aportación de Piero Calamandrei al derecho procesal constitucional dans "Revista de la Facultad de Derecho de México" No 24, octobre-décembre 1956, p. 191-211.
2. Algunos problemas que plantea el amparo contra leyes, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 37, janvier-avril 1960, p. 11-39.
3. Estructuración del proceso agrario, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 41-42, janvier-juin 1961, p. 177-196, reproduit dans l'ouvrage "El pensamiento jurídico de México en el derecho administrativo", Mexico, 1962, p. 175-204.
4. La eficacia de las resoluciones de jurisdicción voluntaria en el derecho mexicano, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 45, janvier-mars 1962, p. 89-102.
5. Mandato de seguridad y juicio de amparo, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 46, janvier-avril 1963, p. 3-60, reproduit dans l'ouvrage "Tres estudios sobre el mandato de seguridad brasileño", UNAM, 1963, p. 3-69 en collaboration avec Niceto Alcalá-Zamora y Castillo y Alejandro Ríos Espinoza.

6. Breves reflexiones sobre la reglamentación de la jurisdicción voluntaria en el Código de Procedimientos Civiles para el Distrito y Territorios Federales, du 30 août 1932, dans "El Foro", organe du barreau mexicain, Ordre des avocats No 40, janvier-mars 1963, p. 25-50.
7. Lineamientos fundamentales del proceso social agrario en el derecho mexicano, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 52, octobre-décembre 1963, p. 893-938.
8. La defensa de la Constitución en el decreto constitucional para la libertad de la América mexicana, sancionado en Apatzingán el 22 de octubre de 1314, dans l'ouvrage "Estudios sobre el Decreto-Constitucional de Apatzingán", UNAM, 1964, p. 585-616.
9. Reflexiones sobre la naturaleza procesal del amparo, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 56, octobre-décembre 1964, p. 959-1012.
10. El juez ante la norma constitucional, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 57, janvier-mars 1965, p. 25-79.
11. Panorama de los derechos procesal del trabajo y procesal burocrático en el ordenamiento mexicano, dans "Revista Mexicana del Trabajo", juin 1965, p. 9-36.
12. Diversos significados jurídicos del amparo en el derecho iberoamericano, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 52, janvier-avril 1965, p. 119-152.
13. Principios esenciales del proceso fiscal federal mexicano, dans "Revista del Tribunal Fiscal de la Federación", deuxième numéro extraordinaire intitulé "Ensayos de Derecho administrativo y tributario para conmemorar el XXX aniversario de la Ley de Justicia Fiscal", 1966, p. 279-314.
14. El juez ante la norma constitucional, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 57, janvier-mars 1965, p. 25-79.
15. La responsabilidad de los sujetos procesales en el juicio de amparo, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 59, juillet-septembre 1965, p. 613-631.
16. La adecuación del proceso a la protección de los derechos, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", janvier-mars 1966, p. 97-110.
17. En torno a los problemas de la metodología del derecho, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 62, octobre-décembre 1966, p. 469-506.
18. Supremacía del Ejecutivo en el derecho constitucional mexicano, dans l'ouvrage "Comunicaciones mexicanas al VII Congreso Internacional de Derecho Comparado", 1966, p. 469-506.

19. Las reformas constitucionales al poder judicial federal, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado", No 55, janvier-avril 1966, p. 3-63.
20. La defensa de la Constitución, dans "Revista de la Facultad de Derecho", Culiacán, 1967, p. 139-178.
21. Las garantías constitucionales en el derecho mexicano, dans la même revue p. 179-232.
22. Reformas constitucionales al poder judicial federal, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 65, janvier-mars 1967, p. 83-123.
23. Valor actual del principio de la división de poderes y su consagración en las Constituciones de 1857 y 1917, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 58-59, janvier-août 1967, p. 29-103.
24. Introducción al estudio de la defensa de la Constitución, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", nouvelle série, No 1, janvier-avril 1968, p. 89-118.
25. Breves reflexiones acerca del origen y de la evolución de la jurisprudencia obligatoria de los tribunales federales, dans "Lecturas jurídicas", Chihuahua, octobre-décembre 1969, p. 87-110.
26. El juicio de amparo y la enseñanza del derecho procesal, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 77-78, janvier-juin 1970, p. 385-423.
27. Algunos aspectos de la protección de los derechos humanos en las relaciones entre particulares en México y Latinoamérica, dans "Revista Jurídica Veracruzana", Jalapa, avril-juin 1970, p. 3-45.
28. Algunos aspectos de la interpretación constitucional en el ordenamiento mexicano, dans l'ouvrage "Comunicaciones mexicanas al VIII Congreso Internacional de Derecho Comparado", Mexico, 1971, p. 271-309, aussi dans "Revista Jurídica Veracruzana", Jalapa, octobre-décembre 1970, p. 5-63.
29. Derecho comparado y derecho de amparo, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 8, mai-août 1970, p. 327-349.
30. Reflexiones sobre la investigación jurídica, dans "Revista Jurídica Mesis", Mexico, 1971, p. 31-73.
31. El problema de la Lentitud de los Procesos y su solución en el ordenamiento mexicano, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 81-82, janvier-juin 1971, p. 85-133.

32. Organización de los tribunales administrativos, dans le volume commémoratif du XXXVème anniversaire du Tribunal fiscal de la Fédération, Mexico, 1971, 97-129.
33. Introducción al estudio procesal comparativo de la protección interna de los derechos humanos, dans le volume collectif "Veinte años de evolución de los derechos humanos", Mexico, 1974, UNAM, p. 160-273.
34. Problemas actuales de armonización y unificación de los derechos nacionales en Latinoamérica, en collaboration avec le professeur Héctor Cuadra, dans "Anuario Jurídico", Mexico, 1974, p. 93-158.
35. Protección procesal de los derechos humanos, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 13-14, Mexico, janvier-août 1972, p. 35-88.
36. Consideraciones en torno a la naturaleza jurídica de las Juntas de Conciliación y Arbitraje, dans "Estudios Jurídicos", de l'Instituto de Investigaciones Jurídicas de la Universidad Veracruzana, No I, Jalapa, 1974, p. 9-31; reproduit dans "Revista Mexicana del Trabajo", avril-juin 1974, p. 61-86; et postérieurement dans la brochure "Naturaleza Jurídica de las Juntas de Conciliación y Arbitraje", conjointement avec une étude sur le même sujet du professeur Jorge Carpizo et publié par la Junta Federal de Conciliación y Arbitraje, Mexico, 1975, p. 5-31.
37. La Constitución de Apatzingán como antecedente de la Constitución de 1824, dans le volume collectif "La Constitución Federal de 1824", Mexico, UNAM, 1976, p. 19-45.
38. Derecho procesal, dans l'ouvrage collectif "El Derecho", de la Colección Enciclopédica publiée par la Dirección de Difusión Cultural de la UNAM, Mexico, 1976, p. 93-104.
39. Derecho comparado y ciencia jurídica en México, dans "Memoria del Colegio Nacional, 1974", Mexico, 1976, p. 233-262.
40. Breves reflexiones sobre la enseñanza de postgrado y de la investigación en materia jurídica, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 99-100, juillet-décembre 1975, p. 557-590, reproduit dans le volume collectif "Antología de estudios sobre la investigación Jurídica", UNAM, 1978, p. 191-230.
41. Breves reflexiones sobre el asesoramiento jurídico y procesal como institución de seguridad social, dans "Anuario Jurídico, II, 1975", Mexico, 1977, p. 63-101.
42. La importancia del derecho comparado en la enseñanza jurídica mexicana, dans le volume collectif "Comunicaciones mexicanas al IX Congreso Internacional de Derecho Comparado" (Téhéran, 1974), Mexico, UNAM, 1977, p. 25-41.

43. La importancia del derecho comparado en la enseñanza jurídica, rapport général, publié dans le même volume que le numéro précédent, p. 145-188.
44. Función del poder judicial en los sistemas constitucionales latinoamericanos, dans le volume collectif du même nom, Mexico, UNAM, 1977, p. 9-59, reproduit dans l'ouvrage collectif édité par Marcos Kaplan "Estado, Derecho y sociedad", UNAM, 1981, p. 87-137.
45. Breve introducción al juicio de amparo mexicano, dans "Memoria del Colegio Nacional, 1976", Mexico, 1977, p. 141-191.
46. Breves reflexiones sobre el objeto y naturaleza de las revistas de derecho comparado, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado" No 25-26, janvier-août 1976, p. 43-55.
47. México: El organismo Judicial (1950-1975), dans le volume collectif "Evolución de la organización político-constitucional en América Latina (1950-1975)", Mexico, UNAM, 1978, p. 7-47.
48. El Derecho en collaboration avec Eugenio Hurtado Márquez, dans le volume collectif "Las Humanidades en México (1950-1975)", Mexico, UNAM, 1978, p. 307-352.
49. El juicio de amparo y la enseñanza del derecho procesal, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 22-23, janvier-août 1975, p. 425-464.
50. Breves reflexiones sobre los instrumentos de armonización jurídica en América Latina, dans la revue "Universidades", No 73, Mexico, juillet-septembre 1978, p. 529-555.
51. Las garantías constitucionales en el derecho mexicano, dans "Anuario Jurídico. III-IV, 1976-1977", Mexico, UNAM, 1977, p. 69-109.
52. El pensamiento de Eduardo J. Couture y el derecho constitucional procesal, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 30, septembre-décembre 1977, p. 315-348.
53. El derecho constitucional a la justicia en el derecho mexicano, dans l'ouvrage collectif "Los derechos sociales del pueblo mexicano", tome I, Mexico, 1979, p. 279-326.
54. La protección interna de los derechos humanos, dans le volume collectif "Los problemas de un mundo en proceso de cambio", éditée par Luis González Souza y Ricardo Méndez Silva, Mexico, 1978, p. 133-142.
55. Setenta y cinco años del derecho comparado en la ciencia jurídica mexicana, dans le volume collectif "LXXV años de evolución jurídica en el Mundo, Vol. I. Historia del Derecho y Derecho Comparado" Mexico, 1979, p. 155-189.
56. Presente y futuro de la casación civil a través del juicio de amparo mexicano, dans "Memoria de El Colegio Nacional, 1978", Mexico, 1979, p. 91-138.

57. Los instrumentos procesales internos de protección de los derechos humanos en los ordenamientos de Europa Continental y su influencia en otros países, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 35, mai-août 1979, p. 337-432.
58. La justicia constitucional en Iberoamérica y la declaración general de inconstitucionalidad, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No III, septembre-décembre 1978, p. 641-634.
59. La función constitucional del Ministerio Público, dans "Anuario Jurídico. V-1978", Mexico, UNAM, 1979, p. 145-195.
60. Presente y futuro constitucional del organismo judicial y del ministerio público en México y en España, dans le volume collectif "Las experiencias del proceso político constitucional en México y España", UNAM, Mexico, 1979, p. 327-384.
61. Algunas reflexiones sobre la enseñanza del Derecho en México y Latinoamérica, dans "Anuario Jurídico. VI-1979", UNAM, Mexico, 1980, p. 159-174.
62. El sistema presidencialista y la división de poderes, dans l'ouvrage collectif "La Universidad Nacional y los problemas Nacionales. Tome III (Vol. IX), Política y Estado", UNAM, Mexico, 1979, p. 85-155.
63. Administración de justicia, dans "Anuario Jurídico.VII-1980", UNAM, Mexico, 1980, p. 69-96, reproduit dans la "Revista Exégesis". Federación des Abogados del Noroeste, Monterrey, Nuevo León, septembre-décembre 1980, p. 87-125.
64. El juicio de amparo en materia agraria, dans le volume collectif "Memoria del VIII Congreso Mexicano de Derecho Procesal. Jalapa, Veracruz, 1979", Instituto Mexicano de Derecho Procesal, Mexico, 1980, p. 219-239, reproduit dans "Exégesis", Federación de Colegios de Abogados del Noroeste, Monterrey, Nuevo León, août 1980, p. 19-45.
65. Justicia constitucional y regimen democrático en Iberoamérica, dans "Revista Mexicana de Justicia", Procuraduría General de la República, Nos 10 et 11, Mexico, janvier-février, mars-avril 1981, p. 7-24, 27-45, respectivement; a paru ensuite dans "Anuario Jurídico. IX-1982", UNAM, Mexico, 1982, p. 379-417.
66. El juicio de amparo en materia de trabajo y la Ley Federal del Trabajo de 1931, dans le volume collectif "Origen y repercusiones de la primera Ley Federal del Trabajo". Publicación conmemorativa del cincuentenario de la primera Ley Federal del Trabajo, 1931-1980, Secretaría del Trabajo y Previsión Social, Mexico, 1981, p. 163-187.
67. Derecho procesal, en collaboration avec José Ovalle Favela, dans l'ouvrage collectif "Introducción al Derecho Mexicano", Tome II, UNAM, Mexico, 1981, p. 1251-1347.

D. Articles parus dans des revues et dans des ouvrages collectifs publiés à l'étranger

1. Lineamientos fundamentales del proceso social agrario en el derecho mexicano, dans "Atti della Seconda Assemblea de l'Istituto di Diritto Agrario Internazionale e Comparato", Vol. I, Milan, 1964. p. 371-429.
2. Aportación al estudio del derecho procesal social, dans le volume "Estudios Procesales en memoria de Carlos Viada", Madrid, 1965, p. 497-526 et reproduit dans "Revista Iberoamericana de Derecho Procesal", 1965, p.
3. Algunos problemas procesales relacionados con el fideicomiso mexicano, dans "Revista de Derecho Procesal", Madrid, 1966, p. 41-81.
4. La protección procesal de las garantías individuales en América Latina, dans "Revista Iberoamericana de Derecho Procesal" p. 395-469, reproduit dans "Boletín del Colegio de Abogados de Guatemala", Guatemala, mars-avril et mai-juin 1967, p. 2-18 et 2-22 respectivement.
5. La protección procesal de las garantías individuales en América Latina, dans "Revue de la Commission internationale de juristes", Genève, Suisse, décembre 1968, p. 60-111, traduit en anglais, français et allemand.
6. La eficacia de las resoluciones de jurisdicción voluntaria en el derecho mexicano, dans "Atti del 36 Congreso Internazionale di Diritto Processuale Civile", Milan, 1969, p. 476-490.
7. Introducción al estudio del proceso tributario en el derecho mexicano, dans l'ouvrage "Perspectivas del derecho público en la segunda mitad del siglo XX", hommage à Enrique Sayagués Lasc, vol. III, Madrid, 1969, p. 1055-1139.
8. Judicial protection of the individual against the Executive in Mexico, dans l'ouvrage "Gerichtsschutz gegen die Exekutive", vol. 2, Cologne-New York, 1970, p. 713-770.
9. Tendances de la science juridique : Mexique (avec le concours de Niceto Alcalá-Zamora y Castillo, Héctor Cuadra, Sergio García Ramírez, Leoncio Lara, Ricardo Méndez Silva et Fausto E. Rodríguez García) dans "Revue internationale des sciences sociales", UNESCO, Paris, 1970, p. 433-458 (a paru aussi en anglais).
10. En torno a los problemas de la metodología del Derecho, dans "Revista de la Facultad de Derecho, Universidad de Los Andes", Mérida, Venezuela, décembre 1967, No 15, p. 5-49.
11. Algunos aspectos comparativos del derecho de amparo en México y Venezuela, dans l'ouvrage "Libro-Homenaje a la memoria de Lorenzo Herrera Mendoza", vol. II, Caracas, 1970, p. 335-390.
12. Quelques aspects de la protection des droits de l'homme dans les rapports entre personnes privées au Mexique et en Amérique latine, dans l'ouvrage "René Cassin amicorum discipulorumque Liber", vol. III, Paris, 1971, p. 279-310.
13. Influencia del derecho angloamericano en la protección procesal de los derechos humanos en América Latina, dans l'ouvrage "Festschrift für Karl Loewenstein", Tübingen, 1971, p. 485-508.

14. Problèmes actuels de l'harmonisation et de l'unification des droits nationaux en Amérique latine, en collaboration avec le professeur Lécio Quadra, trad. de Nicole Daugreil, en "Nordisk Tidsskrift for International Ret", Suppl. 1, No 41, Copenhague, 1971, p. 1-4.
15. El juicio de amparo mexicano y la enseñanza del derecho procesal, dans "Revista de Derecho Procesal Iberoamericana", Madrid, avril-septembre 1971, p. 361-408.
16. Los derechos humanos y su protección ante las jurisdicciones nacionales, dans l'ouvrage collectif "Miscelanea W.J. Cashof van Der Meer", Bruxelles-Paris, 1972, p. 167-174.
17. Protección procesal de los derechos humanos, dans "Revista de derecho procesal iberoamericana", Madrid, 1972, p. 423-471. Reproduit dans "Las revistas Jurídica de la Provincia de Buenos Aires", No 21, La Plata, Argentine, 1973, p. 11-70.
18. La défense de l'individu face à l'administration au Mexique, dans le volume collectif "Travaux du dixième colloque international de droit comparé", Ottawa, Ontario, Canada, 1973, p. 67-100.
19. Les garanties constitutionnelles des parties dans le procès civil en Amérique latine, trad. Monique Lions dans l'ouvrage collectif "Les garanties fondamentales des parties dans le procès civil" Kilar, Hobbs Lorr, New York, 1973, p. 31-99.
20. Docencia en las Facultades de Derecho, dans "Boletín del Colegio de Abogados de Guatemala", Guatemala, septembre-décembre 1973, p. 2-11.
21. Brèves réflexions sur l'objet et la nature des revues de droit comparé, trad. de Monique Lions, dans "Revue internationale de droit comparé", Age, 1975, p. 85-96.
22. Breves reflexiones sobre el asesoramiento jurídico, procesal como institución de seguridad social, dans le volume collectif "Homenaje a Luis Llereto", Caracas, 1975, p. 477-481.
23. La ciencia del derecho en el último siglo : México, avec la collaboration d'Eugenio Hurtado, dans l'ouvrage édité par le professeur Mario Rotonelli "Inchiesta di Diritto Comparato. La Scienza del Diritto nell'Ultimo secolo", Padoue, 1976, p. 461-501.
24. Verfassungskontrolle in Lateinamerika trad. en allemand par Hans-Dieter Nahme et Hans-Rudolph Horn, dans le "Jahrbuch des öffentlichen Rechts der Gegenwart", Tübingen, 1976, p. 643-693.
25. México : el organismo judicial (1900-1975), dans la revue "Verfassung und Recht in Uebersee", Hambourg, 1977, p. 391-417.

26. L'importance du droit comparé dans l'enseignement juridique, trad. de Monique Lions, dans le volume "Rapports généraux au IXème Congrès international de droit comparé", Bruxelles, 1977, p. 109-135.
27. Selección y nombramiento de jueces. Selection and appointment of Judges, dans le volume collectif "Toward a Justice with a Human Face", Anvers, Deventer, Belgique-Pays-bas, 1978, p. 407-456; reproduit dans "Revista de Derecho Procesal", Santiago de Chile, año VIII, No 12, 1977-1978, p. 25-64.
28. A Brief Introduction to the Mexican Writ of Amparo, dans "California Western International Law Journal", Vol. 1, No 2, printemps 1979, San Diego, Californie, p. 306-343, traduit en anglais par le professeur Carl E. Schwartz.
29. Las garantías colectivas e individuales en la Constitución mexicana ejemplificadas por el juicio de amparo, dans "Revista de Derecho Procesal Iberoamericana", Madrid, 1978, p. 789-835.
30. El derecho de amparo en México y en España. Su influencia recíproca, dans "Revista de Estudios Políticos", Madrid, janvier-février 1979, p. 227-267.
31. Breves reflexiones sobre los instrumentos de armonización jurídica en México y Latinoamérica, dans "Revista Jurídica del Perú", Lima, octobre-décembre 1979, p. 283-309.
32. Algunas reflexiones sobre la enseñanza del derecho en México y Latinoamérica, dans "El Derecho. Jurisprudencia General", tome 83, Buenos Aires, 1979, p. 883-893.
33. La función constitucional del organismo judicial en México y en España. I. Situación actual de la función jurisdiccional. II. El acceso a la justicia, el Ministerio Público y la reforma judicial, dans "Revista de Estudios Políticos", Nos 10 et 11, Madrid, juillet-août, octobre-décembre 1979, p. 25-57, 37-62, respectivement.
34. Il diritto d'amparo in Messico e in Spagna. Influenze reciproche, trad. en Italien par Paolo Saitta, dans "Diritto e Società", No 2, Padova, Italie, 1979, p. 233-262.
35. La importancia teórica de la enseñanza del derecho comparado, dans "Revista Jurídica del Perú", Lima, juillet-septembre 1980, p. 205-223.
36. El sistema presidencial y la división de poderes en el ordenamiento mexicano, dans l'ouvrage "Libro Homenaje a Manuel García Pelayo", Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, tome I, Caracas, 1980, p. 223-315.

37. Eduardo J. Couture y el derecho constitucional procesal, dans "Revista de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales", Montevideo, janvier-juin 1980, "Estudios en honor de Eduardo J. Couture", tome I, p. 51068.
38. The Writ of amparo in Latin America, trad. de Carl E. Schwartz, dans "Lawyer of the Americas University of Miami Journal of International Law", vol. 13, No 39, décembre 1981, p. 361-391.

D. Traductions

1. Piero Calamandrei, Proceso y democracia, E.J.A., Buenos Aires, 1960, 237
2. Mauro Cappelletti, La jurisdicción constitucional de la libertad, Mexico, UNAM, 1961, 128 pages.
3. Mauro Cappelletti, Piero Calamandrei y la defensa jurídica de la libertad, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 24, octobre-décembre 1956, p. 153-189.
4. Piero Calamandrei, Corte Constitucional y autoridad judicial dans "Boletín de Información Judicial", Mexico, octobre et novembre 1956, p. 689-698, 753-774.
5. Mauro Cappelletti, La voz "amparo" en la Enciclopedia del Diritto, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 33, septembre-décembre 1958, p. 63-67.
6. Mario Stella Richter, Theo Ritterspach et Heinz Schuster, La organización y funciones de la Corte Constitucional y de la Corte Federal de Alemania Occidental, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 31-32, juillet-décembre 1958, p. 285-304.
7. Mauro Cappelletti, La justicia constitucional en Italia, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 37, janvier-avril 1960, p. 41-57, et dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 37-40, janvier-décembre 1960, p. 151-158.
8. Enrico Tullio Liebman, La Carrera judicial en el ordenamiento italiano, dans la même revue que le numéro précédent, p. 403-406.
9. Mauro Cappelletti, Valor actual del principio de la oralidad, dans la même "Revista de la Facultad de Derecho de México", p. 701-707, et dans "Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad de Carabobo", tome 3, Valencia, Venezuela, 1960, p. 5-15.
10. J.M. Othon Sidou, La aeronave es un bien registrable, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 52, octobre-décembre 1963, p. 975-980.

11. Mauro Cappelletti, El control judicial de la constitucionalidad de las leyes en el derecho comparado (en collaboration avec Cipriano Gómez Lara, dans "Revista de la Facultad de Derecho de México", No 60 et 61, octobre-décembre 1965 et janvier-mars 1966, p. 559-915, et 27-67, publié par la suite sous forme de livre UNAM, 1966, 118 pages.
12. Mauro Secci, Lineamientos constitucionales y procesales del Juicio de amparo mexicano, dans "Boletín del Instituto de Derecho Comparado de México", No 60, septembre-décembre 1967, p. 461-487.
13. Mauro Cappelletti, El control judicial de la constitucionalidad de las leyes en el derecho comparado, en collaboration avec Cipriano Gómez Lara, Mexico, UNAM, 1966, 118 pages.
14. Luiz Pinto Ferreira, El sistema federal brasileño, dans le volume collectif "Los sistemas federales del Continente Americano", Mexico, UNAM-ECE, 1972, p. 119-216.
15. Bruno Oppetit, La ayuda judicial, dans "Boletín Mexicano de Derecho Comparado", No 18, septembre-décembre 1973, p. 387-401.
16. Mauro Cappelletti, La Universidad Europea. El Departamento Jurídico, dans "Deslinde", No 59, Mexico, 1974, 23 pages.
17. Paolo Biscaretti di Ruffia, Las "formas de Estado" en la Epoca Moderna, dans "Anuario Jurídico", Mexico, 1974, p. 15-40.
18. Paolo Biscaretti di Ruffia, Introducción al derecho constitucional comparado, Mexico, ECE, 1975, 369 pages.
19. Luiz Pinto Ferreira, El predominio del poder ejecutivo en América Latina, dans le volume collectif qui porte le même titre, Mexico, UNAM, 1977 p. 25-64.
20. John A. Hazard, Informe sobre 75 años de evolución del derecho comparado en los países anglosajones y socialistas, dans le volume collectif "LXXV años de evolución jurídica en el Mundo. vol. II, Historia del Derecho y Derecho Comparado", Mexico, UNAM, 1979, p. 101-155.

V. Activités pédagogiques

A. A l'Université nationale autonome de Mexico

1. Professeur à la section B, poste obtenu par concours en 1964, où il a donné des cours de licence à la Faculté de droit de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM). L'intéressé a donné sans interruption un cours sur les "Garanties d'amparo", actuellement dénommé "le Droit d'amparo".

2. Professeur au Département d'études supérieures de la même Faculté de droit de l'UNAM, où il enseigne sans interruption depuis 1966 diverses disciplines comme l'introduction au droit comparé; les problèmes d'ordre procédural que pose le droit privé; la défense en justice des particuliers contre l'administration et, depuis 1970, la théorie des litiges relevant du droit du travail.

B. Activités pédagogiques exercées hors de l'UNAM

1. Cours et conférences prononcés dans diverses écoles et facultés de droit de la République, notamment à San Luis Potosí, à Guadalajara, à Chihuahua, à Cahuila, à Durango, à Morelos, à Querétaro, à Benito Juárez de Oaxaca à Michoacana de San Nicolás Hidalgo, à l'Université de Monterrey, en Basse-Californie, à l'Institut d'administration publique de Nuevo León, Guanajuato, etc.
2. Cours et conférences prononcés dans divers universités étrangères notamment à l'Université centrale et à l'Université de Carabobo au Venezuela, à San Carlos de Guatemala, à l'Université del Externado à Bogotá en Colombie, à l'Université Belgrano de Buenos Aires, de la Plata et de Córdoba en Argentine, à l'Université catholique de Río de Janeiro; et dans les Universités de Salamanque, en Espagne, d'Austin au Texas (Etats-Unis) et de Pérouse en Italie.
3. Cours annuels prononcés au Colegio Nacional à partir de 1974 sur le droit comparé et la science juridique au Mexique; sur le recours en amparo en Amérique latine; sur les services consultatifs juridiques en tant qu'institution de sécurité sociale; sur la nature et les fonctions du ministère public, sur les nouveaux instruments juridiques de défense des particuliers contre l'administration comme l'Ombudsman; sur l'incorporation des tribunaux administratifs à l'ordre juridique mexicain et sur le pouvoir judiciaire.

VI. Participation à des congrès et réunions universitaires

1. Membre de la Commission d'organisation du Premier Congrès mexicain et des Deuxièmes journées latino-américaines de droit procédural, qui se sont tenus à Mexico, district fédéral, du 14 au 18 février 1960.
2. Rédaction d'une communication sur le "mandato de seguridad" et la procédure d'amparo, à l'intention des 3ème Journées latino-américaines de droit procédural, qui se sont tenues à São Paulo, au Brésil, du 10 au 15 septembre 1962.
3. Présentation de la communication mexicaine sur la question de l'efficacité des décisions de procédure amiable en droit mexicain, au cours du troisième Congrès international du droit de procédure civile organisé à Venise en Italie du 12 au 15 avril 1962.
4. Participation en tant que représentant de la Faculté de droit de l'UNAM et membre de l'Institut mexicain de droit procédural, au deuxième Congrès mexicain de droit procédural, organisé à Zacatecas du 7 au 11 août 1966, au cours duquel l'intéressé a présenté et soutenu le rapport sur les réformes constitutionnelles affectant le pouvoir judiciaire fédéral.
5. Rapport concernant le Mexique à l'intention du VIIe Congrès International de droit comparé qui s'est tenu à Upsala en Suède au mois d'août 1966, rapport intitulé la suprématie de l'exécutif en droit constitutionnel mexicain.

6. Membre de la Commission d'organisation de la session tenue à Mexico du Conseil d'administration de l'Institut latino-américain de droit comparé du 25 au 28 août 1966.
7. Participation aux Quatrièmes journées latino-américaines de droit procédural au cours desquelles l'intéressé a présenté le rapport international sur la question de la protection procédurale des garanties individuelles en Amérique latine, journées qui se sont tenues à Caracas et à Valencia au Venezuela du 27 mars au 1^{er} avril 1967.
8. Participation au troisième Congrès national de droit procédural organisé à Oaxaca, du 27 au 30 avril 1967, durant lequel l'intéressé a pris une part active aux débats ainsi qu'à l'organisation du congrès.
9. Vice-Président de la Commission d'organisation du Congrès de droit sportif, qui s'est tenu à Mexico du 26 au 30 juin 1968.
10. Rédaction en collaboration avec le Dr Niceto Alcalá-Zamora y Castillo du rapport concernant le Mexique destiné au Colloque organisé par l'Institut Max-Planck pour l'étude du droit public, dont le siège est à Heidelberg en Allemagne, sur la question de la protection judiciaire du particulier contre les actes du pouvoir exécutif, qui s'est tenu à Heidelberg du 18 au 20 juillet 1968.
11. Organisation du Séminaire international des droits de l'homme sous l'égide de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui s'est tenu au "Centre culturel Isidro Fabela" de Mexico du 6 janvier au 30 mars 1969, l'intéressé ayant participé également à une série de dix conférences concernant la protection procédurale des droits de l'homme en droit interne.
12. Communication intitulée "le recours en amparo et l'enseignement du droit procédural" pour le quatrième Congrès mexicain de droit procédural qui s'est tenu à Cuernavaca du 17 au 20 avril 1969.
13. Rédaction avec le concours de M. Hector Caudra du rapport concernant l'Amérique latine rédigé à l'intention du Colloque organisé par l'Association internationale des sciences juridiques dont le siège est à Paris, sur l'unification juridique régionale en Amérique latine, lequel Colloque s'est tenu à Copenhague (Danemark) du 16 au 19 septembre 1969.
14. Participation aux Cinquièmes journées latino-américaines de droit procédural, organisées à Bogotá et à Carthagène en Colombie du 22 au 29 juin 1970, au cours desquelles l'intéressé a présenté une communication intitulée le problème des lenteurs de procédure et sa solution en droit mexicain.
15. Participation au cinquième Congrès mexicain de droit procédural qui s'est tenu à Culiacán et à Mazatlán, Sinaloa, du 19 au 26 novembre 1970, l'intéressé a présenté une communication sur la question de la déclaration générale d'inconstitutionnalité et le recours en amparo.

16. Participation à la Conférence sur l'enseignement du droit et du développement, organisée par le Conseil des doyens des Facultés de droit des universités du Chili et par l'Institut d'enseignement et de recherche juridiques qui s'est tenue à Valparaíso (Chili) du 6 au 9 avril 1971, où l'intéressé a présenté une communication intitulée Réflexions sur la recherche juridique.
17. Participation au Colloque sur les garanties procédurales des parties en procédure civile organisé par l'Association internationale des sciences juridiques à Florence (Italie), du 5 au 9 septembre 1971, où l'intéressé a présenté une communication intitulée les garanties constitutionnelles des parties en procédure civile en Amérique latine.
18. Membre de la Commission d'organisation et rapporteur général de la question de la protection procédurale des droits de l'homme en droit interne au Ve Congrès international de droit procédural, qui s'est tenu à Mexico du 12 au 18 mars 1972.
19. Participation au dixième Colloque international de droit comparé tenu à Ottawa (Canada) du 17 au 19 octobre 1972, où l'intéressé a présenté un exposé intitulé La protection procédurale des droits de l'homme en Amérique latine et les situations d'urgence.
20. Président de la Commission d'organisation du Colloque de l'Association internationale des sciences juridiques sur la question de "la protection juridique de l'environnement dans les pays en développement", qui s'est tenu dans les locaux du Centre interaméricain d'études sur la sécurité sociale de Mexico du 24 au 27 août 1974.
21. Rapporteur général de la question de l'importance du droit comparé dans l'enseignement juridique au IXe Congrès international de droit comparé qui s'est tenu à Téhéran (Iran) du 27 septembre au 4 octobre 1974.
22. Rapporteur officiel de la question de l'enseignement dans les facultés de droit, au cours de la Cinquième conférence latino-américaine des facultés de droit qui s'est tenue à Córdoba en Argentine, sous l'égide de l'Union des universités d'Amérique latine, du 27 octobre au 1er novembre 1974, et au cours de laquelle ont été approuvées les conclusions dudit rapport qui avaient été préalablement publiées.
23. Président du premier Congrès latino-américain de droit constitutionnel tenu à Mexico du 25 au 30 août 1975, et présentation à la même occasion du rapport général sur la question de la "fonction du pouvoir judiciaire dans les régimes constitutionnels latino-américains".
24. Participation au Colloque sur l'évolution politico-constitutionnelle de l'Amérique latine (1950-1975) tenu à Oaxtepec dans l'Etat de Morelos, du 28 mars au 2 avril 1976, où l'intéressé a présenté une communication sur la question "Mexique : l'appareil judiciaire (1950-1975)".
25. Vice-Président de la Commission d'organisation et participation au Colloque sur 75 ans d'évolution juridique dans le monde, colloque qui s'est tenu à Mexico dans les locaux de l'Institut national des sciences pénales du 20 au 25 septembre 1976, où l'intéressé a présenté le rapport sur le Mexique intitulé Soixante-quinze ans d'évolution du droit comparé dans la science juridique mexicaine.

26. Participation au premier Colloque national de législation de l'enseignement qui s'est tenu à Campeche du 26 au 30 octobre 1976, et commentaires sur le thème de la "législation universitaire".
27. Participation au VIIe Congrès mexicain de droit procédural organisé à Monterrey, Nuevo Leon, du 7 au 11 novembre 1976, où l'intéressé a donné une conférence sur l'amparo en matière judiciaire, civile et commerciale.
28. Participation en qualité de délégué officiel et de premier vice-président à la Première Conférence latino-américaine de législation universitaire, organisée par l'Union des universités d'Amérique latine et tenue dans les locaux de l'Université centrale de l'Equateur, à Quito du 6 au 10 mars 1977.
29. Participation au premier Colloque international sur la constitutionnalisation des partis politiques, qui s'est tenu à l'université de Salamanque du 19 au 22 avril 1977, où l'intéressé a prononcé une conférence sur les garanties collectives dans la Constitution mexicaine illustrées par l'exemple du recours en amparo.
30. Participation au Congrès international de droit de procédure civile tenu à Gand (Belgique) du 27 août au 4 septembre 1977, où l'intéressé a présenté le rapport général sur la question "formation, sélection et nomination des juges".
31. Participation au deuxième Colloque ibéro-américain de droit constitutionnel qui a traité de la question générale de "la juridiction constitutionnelle en Amérique latine" tenu à Sochagota en Colombie du 7 au 11 novembre 1977, où l'intéressé a présenté un rapport général intitulé La justice constitutionnelle en Amérique latine et la déclaration générale d'inconstitutionnalité.
32. Participation au séminaire appelé "New Developments in the Delivery of Legal Services in the United States of America and Selected Countries in Latin America", qui s'est tenu à Washington, Los Angeles, la Nouvelle-Orléans et Austin sous les auspices de l'American Bar Association et du Département d'Etat du 31 janvier au 20 février 1978, où l'intéressé a présenté une communication intitulée quelques réflexions sur l'enseignement du droit au Mexique et en Amérique latine.
33. Participation au deuxième Congrès mexicain de droit constitutionnel tenu dans les locaux de l'Ecole nationale d'études professionnelles Acatlán de l'UNAM, Etat de Mexico, du 16 au 21 avril 1978, où l'intéressé a présenté le rapport général intitulé La fonction constitutionnelle du ministère public.
34. Participation aux entretiens de spécialistes de droit constitutionnel espagnols et mexicains tenus dans les locaux du service de coordination des enseignements de sciences humaines de l'UNAM, du 26 au 30 juin 1978, où l'intéressé a présenté une communication intitulée le présent et l'avenir constitutionnels de l'appareil judiciaire et du ministère public au Mexique.
35. Participation à la Table ronde relative au régime présidentiel et à la séparation des pouvoirs, dans le cycle d'études intitulé "Politique et Etat" qui s'est tenu dans l'amphithéâtre du service de coordination des enseignements de sciences humaines de l'UNAM le 30 avril 1979 où l'intéressé était rapporteur de la question du régime présidentiel et de la séparation des pouvoirs dans l'ordre juridique mexicain.

36. Participation à la VIIIème Assemblée générale de l'Union des universités d'Amérique latine tenue à Mexico du 11 au 14 novembre 1979, où l'intéressé a présenté un rapport intitulé "L'université et l'Etat" en collaboration avec le Professeur Manuel Barguín Alvarez.
37. Participation au Séminaire international sur la réglementation des entreprises publiques, qui s'est tenu dans l'amphithéâtre de l'Institut de recherche juridique de l'UNAM du 14 au 16 novembre 1979, où l'intéressé agissait en qualité de vice-président de la commission d'organisation.
38. Participation au VIIIème Congrès mexicain de droit procédural qui s'est tenu à Jalapa, dans la province de Veracruz, du 11 au 16 novembre 1979, où l'intéressé a présenté un rapport sur les questions de l'impact agraire.
39. Participation à la VIIème Conférence des facultés et écoles de droit d'Amérique latine, tenue à Quito (Equateur), du 25 au 29 novembre 1979, où l'intéressé a présenté le rapport général sur la question de l'harmonisation du droit en Amérique latine et les moyens d'y parvenir.
40. Participation aux premiers entretiens nationaux de juristes qui se sont tenus à Chihuahua, du 3 au 7 décembre 1979, où l'intéressé a présenté le rapport sur la question de la Cour suprême et la politique.
41. Participation aux Journées de droit public organisées par la Faculté de droit de l'Université de Mendoza (Argentine) sur la question "Constitution et procédure judiciaire", les 10 et 11 mars 1980.
42. Participation aux premières Journées argentine-mexicaines de droit constitutionnel exposé sur la question du Régime présidentiel de gouvernement. Etude comparative, prononcée le 14 mars 1980 à l'"Institut de droit constitutionnel et politique Dr Carlos Sánchez Viamonte", de l'université de La Plata (Argentine).
43. Participation au Colloque italo-latino-américain de droit constitutionnel qui s'est tenu à Rome et à Pérouse en Italie du 26 au 31 mai 1980, où l'intéressé a présenté un rapport sur le thème de l'amparo latino-américain.
44. Participation au deuxième Congrès latino-américain de droit constitutionnel, tenu à Mexico du 8 au 11 juillet 1980, où l'intéressé a présenté le rapport sur la Justice constitutionnelle et le régime démocratique en Amérique latine.
45. Participation au Colloque international sur les perspectives du droit comparé, organisé à Mexico du 29 au 31 juillet 1980; exposé sur le Droit comparé et la science juridique mexicaine.
46. Participation au stage d'enseignement concernant la Protection internationale des droits de l'homme. Bilan et perspectives, tenu à Mexico du 11 au 22 août 1980. Direction du séminaire relatif à la question de l'Action des autorités nationales dans la protection des droits civils et politiques.

47. Participation en qualité de commentateur au séminaire sur l'inflation au Mexique, organisé par le Collège national et à l'occasion de la présentation du rapport du Professeur Carlos Díaz Alejandro sur la question des Plans de stabilisation des pays du cône sud, à Mexico le 28 mai 1981.
48. Participation aux troisièmes Rencontres de spécialistes hispano-mexicains de sciences sociales, tenues à Chapala, Jalisco, du 6 au 11 juillet 1981. Présentation de la communication intitulée Problèmes juridiques de l'administration de la justice fédérale et régionale au Mexique et en Espagne.
49. Participation au premier Congrès international de justice fiscale et administrative tenu dans la ville de Mexico du 11 au 14 août 1981, avec un rapport sur les Aspects comparatifs de la justice administrative.
50. Participation au Colloque sur la démocratie dans le monde moderne, organisé par l'UNAM, et par l'Association mexicaine de sciences politiques à Mexico du 19 au 22 janvier 1982, où l'intéressé a présenté une communication intitulée Droit, constitution et démocratie.

VII. Autres activités universitaires

1. Directeur de l'Institut de recherche juridique, naguère appelé Institut de droit comparé, de l'UNAM, durant deux périodes de six ans, d'octobre 1966 à octobre 1978, au cours de laquelle l'intéressé a été en outre chercheur titulaire à temps complet.
2. Membre du Conseil technique qui, sous la direction du Dr Octavio Hernández, a mis au point l'ouvrage intitulé "Les droits du peuple mexicain. Le Mexique à travers ses Constitutions" en 8 volumes; cet organe a fonctionné de juin 1965 à juin 1966 sous les auspices de la grande commission de la Chambre des députés.
3. Désigné à partir du mois de février 1967 comme coordonnateur pour l'Amérique latine des travaux destinés à figurer au premier tome de l'encyclopédie internationale de droit comparé, publié sous la direction du Professeur Víctor Knapp, de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie, l'ouvrage tout entier relevant de la direction générale de l'Institut Max Planck de Hambourg (République fédérale d'Allemagne).
4. Membre du Conseil de direction de la "Revista de Derecho Procesal Iberoamericana" (revue de droit procédural latino-américain) qui est publiée à Madrid (Espagne), depuis janvier 1970.
5. Membre du groupe permanent de travail sur l'enseignement du droit et du développement, désigné par la conférence qui sur cette même question a été tenue à Valparaíso (Chili) en avril 1971 et qui se propose de créer un conseil latino-américain du droit et du développement.
6. Nommé "consultant permanent" pour l'Amérique latine en ce qui concerne le tome XVI de l'encyclopédie internationale de droit comparé, pour ce qui est du droit procédural, à partir de janvier 1972.
7. Désigné comme membre du comité directeur de l'Institut international de droit procédural, dont le secrétariat général a son siège à Pavie (Italie), à partir de mars 1972.

8. Président de l'Institut latino-américain de droit constitutionnel depuis mars 1974, réélu en 1980.
9. Membre de la Commission des éditions de l'UNAM depuis février 1977.
10. Coordonnateur, conjointement avec les Professeurs Enrique Alvarez del Castillo et Jorge Carpizo, de la deuxième édition de l'ouvrage intitulé "Les droits du peuple mexicain : Le Mexique à travers ses constitutions", publié par la Chambre des députés du Congrès de l'Union. Législature L, Mexico, 1979, 13 volumes.

VIII. Distinctions universitaires

A. Sociétés savantes

1. Membre de l'Instituto Nacional del Amparo (Institut national de l'amparo) rattaché à l'Association nationale de la magistrature (30 juin 1956).
2. Membre de l'Académie de la recherche scientifique (12 septembre 1962).
3. Membre de l'Istituto di Diritto Agrario Internazionale e Comparato (Institut de droit agraire international et comparé) (31 décembre 1964).
4. Membre correspondant de l'Instituto dos Advogados Brasileiros (11 octobre 1863) (Institut des avocats brésiliens).
5. Secrétaire du Comité mexicain de droit comparé (janvier 1965).
6. Membre honoraire de l'Instituto Español de Derecho Procesal (4 novembre 1965) (Institut espagnol de droit procédural).
7. Membre titulaire de l'Instituto Iberoamericano de Derecho Procesal (Institut latino-américain de droit procédural) (29 juin 1970).
8. Membre correspondant de l'Association argentine de sciences politiques (18 avril 1971).
9. Président de l'Institut latino-américain de droit procédural, à l'occasion du premier Congrès latino-américain de droit constitutionnel tenu à Mexico du 25 au 30 août 1975, confirmé dans ses fonctions lors du deuxième Congrès latino-américain de droit constitutionnel tenu à Mexico du 26 au 31 mai 1980.
10. Membre honoraire de l'Académie mexicaine de législation et jurisprudence (janvier 1977).
11. Membre correspondant de l'Académie brésilienne des lettres juridiques (27 décembre 1977).
12. Membre correspondant de l'Institut de droit constitutionnel et politique de la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université nationale de La Plata (Argentine) (23 mai 1979).

13. Membre correspondant de l'Académie nationale de droit de **Córdoba** (Argentine). Réception solennelle le 12 mars 1980.
14. Nommé membre de l'Union des Professeurs se consacrant à l'étude du droit procédural international, du droit procédural comparé et du droit d'arbitrage (Wissenschaftliche Vereinigung für Internationales Verfahrensrecht, Verfahrensrechtsvergleichung und Schiedsgerichtswesen), dont le siège se trouve à l'Institut pour l'étude du droit procédural allemand et étranger de l'Université de Würzburg en République fédérale d'Allemagne (communication du 22 juillet 1980).
15. Désigné comme membre honoraire de la Fondation internationale de droit agraire comparé dont le siège est à San José (Costa Rica) (communication du 28 avril 1982).

B. Distinctions et récompenses

1. Prix de l'Académie de la recherche scientifique pour 1963.
2. Désigné comme membre du Colegio Nacional où il est entré en fonctions le 23 octobre 1974.
3. Désigné comme membre du Conseil d'administration de l'UNAM au cours de la séance du Conseil de l'Université du 7 mai 1981.
4. Nommé Professeur honoraire de l'Université principale de San Marcos à Lima (Pérou) par décision rectorale numéro 69075 du 3 août 1982.

M. ANGEL ERNESTO RIERA DIAZ (Suppléant)
(Candidat proposé par le Gouvernement panaméen)

Date de naissance : 10 février 1953
Lieu de naissance : Veraguas, République de Panama
Situation de famille : Marié

Etudes

Primaires : Escuela Anexa El Canada (1960-1965)
Secondaires : Escuela Normal Juan Demóstenes Arosemena (1966-1967)
Colegio La Salle, baccalauréat en sciences, lettres et philosophie (1968-1971)
Universitaires : Université nationale de Panama, licence en droit et en sciences politiques (1972-1977)
Autres études : Bell School of Languages, Cambridge (Royaume-Uni) (1978-1979)
Tulane University, Maîtrise de droit, Louisiane (Etats-Unis d'Amérique) (1980-1981)
Bourse d'études sur le désarmement, Organisation des Nations Unies (1982)

Emploi actuel : Conseiller juridique, Représentant suppléant de la Mission du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies. Chargé d'affaires à différentes occasions.

Postes occupés : Avocat stagiaire, Département juridique, Caisse de sécurité sociale (1972-1974)
Responsable de la section des enquêtes juridiques, Caisse de sécurité sociale (1975-1976)
Juge suppléant près la Juzgado ejecutor (tribunal chargé d'appliquer les décisions de la Caisse de sécurité sociale) (1977)

Représentant suppléant de la délégation du Panama auprès du Conseil de sécurité (1981-1982)

Activités professionnelles : Admis à exercer les fonctions d'avocat par la Cour suprême de justice de la République du Panama (1977)

Membre de l'Ordre national des avocats du Panama (1977)

Participation officielle à des réunions et à des missions internationales :

Membre de la délégation du Panama aux trente-cinquième (1980), trente-sixième (1981), trente-septième (1982) et trente-huitième (1983) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Membre de la délégation du Panama à la vingt-deuxième session du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite établi par la Commission des sociétés transnationales (1981-1982).

Membre de la délégation du Panama aux dixième et onzième sessions de la troisième Conférence sur le droit de la mer.

Membre de la délégation du Panama à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Représentant du Panama à la réunion du Groupe de travail de session chargé d'étudier l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (New York, mai 1981).

Membre de la délégation du Panama au Comité spécial de l'Océan Indien (1980, 1981, 1982, 1983).

Membre de la délégation du Panama à la première Réunion des Etats parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (New York, avril 1982).

Membre de la délégation du Panama à la cinquième Réunion des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Membre de la délégation du Panama aux septième, huitième, dixième, onzième et douzième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Membre de la délégation du Panama au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les conditions d'immatriculation des navires.

Membre de la délégation du Panama à la neuvième Réunion des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

M. AIDID ABDILLAHI ILKAHANAF (expert)
(Candidat proposé par le Gouvernement somalien)

1. Actuellement, j'exerce les fonctions de conseiller principal adjoint auprès du Gouvernement somalien.
2. Mes études juridiques, mon expérience et mes qualifications (curriculum vitae) sont les suivantes :

Après avoir réussi à l'examen d'enseignement supérieur en juin 1958, je me suis présenté et ai réussi à l'examen de droit pour l'accès aux fonctions de magistrats et d'officiers de police de l'ancien protectorat de Somalie en janvier 1960;

De 1960 à 1968, j'ai été procureur (attorney) auprès des tribunaux régionaux et de la Cour d'appel;

En octobre 1968, j'ai été admis à Lincolns Inn et ai commencé mes études le même mois à la Inns of Courts School of Law for Barristers en Angleterre (Royaume-Uni). Mes études ont été financées par l'Organisation des Nations Unies. En juillet 1971, j'ai été admis au barreau et ai obtenu le diplôme d'avocat;

De septembre 1971 à avril 1972, j'ai suivi un stage d'avocat à l'étude de M. James Wadsworth au No 4 Paper Building, Londres E.C.4. Au cours de cette période, j'ai suivi une formation pratique pour exercer la profession d'avocat, rédiger des documents juridiques, notamment des textes de lois et des contrats, donner des avis juridiques, etc.

En mai 1972, j'ai été nommé conseiller juridique auprès de la police somalienne, poste occupé précédemment par un étranger;

Et en avril 1976, outre la fonction que je viens d'indiquer, j'ai été nommé conseiller principal adjoint auprès du Gouvernement somalien, poste que j'occupe actuellement.

3. Depuis mon retour en Somalie en mai 1972, j'ai rédigé les principaux textes de loi suivants :

Révision du Code de procédure pénale;

The Foreign Investment Law (loi sur les investissements étrangers);

The Tenancy Law (loi sur le régime de location);

Révision du Code de la circulation;

Law for the Local Governments (loi sur les administrations locales);

The new Police Law (la nouvelle loi sur la police);

The Law for the Custodial Corps (la loi sur la fonction de surveillance);

The Anti-Contraband Act (la loi sur la lutte contre la contrebande);

Law on Essential Articles (la loi sur les articles essentiels).

4. J'ai également conseillé le gouvernement et donné des avis juridiques au sujet d'accords, conventions et contrats, par exemple l'Accord sur la construction du port de Mogadiscio et l'Accord sur le projet sucrier Juba.

5. Outre mes fonctions de conseiller juridique auprès de la police somalienne, j'ai été représentant auprès de l'INTERPOL et à ce titre j'ai assisté depuis 1975 à toutes les sessions de l'assemblée générale et aux conférences régionales africaines de cette organisation.

M. MUDDATHIR ABDEL-RAHIM (Expert)
(Candidat proposé par le Gouvernement soudanais)

Nationalité : Soudanais

Date et lieu de naissance : 19 juillet 1932 à Al-Damer (Soudan)

Situation de famille : marié et père de cinq enfants

Titres universitaires :

1. B.A. (Gen.) en économie, histoire et arabe, Université de Londres, 1955
2. B.A. (Honours) avec mention en économie politique, Université de Nottingham, 1958
3. Ph.D. en économie et en études sociales (sciences politiques), Université de Manchester, 1964.

Langues : Arabe, anglais et français.

I. Expérience universitaire :

1958-1960	Chargé de cours de sciences politiques à l'Université de Khartoum. A contribué à créer l'Institut d'administration publique de Khartoum.
1960-1965	Maître assistant (à partir de janvier 1962) chargé de cours sur l'administration publique à l'Université de Manchester. A participé à un certain nombre de conférences et a donné des cours dans d'autres universités du Royaume-Uni notamment celles d'Edimbourg, de Leeds et de Londres.
1965-1969	Maître de conférences et Directeur du département des sciences politiques à l'Université de Khartoum avec effet à partir de 1964. Introduction d'un nouveau programme de licence comprenant pour la première fois des cours sur l'administration publique, les relations internationales, la politique en Afrique et au Moyen-Orient et la pensée et les institutions politiques islamiques. Création de deux nouveaux diplômes - l'un d'administration publique et l'autre de relations internationales - et d'une petite école de hautes études universitaires.
1970-1971	Professeur invité, Département de sciences politiques de l'Université de Makerere de Kampala (Ouganda). Au nom du Département, a assisté à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés à Lusaka (Zambie) en septembre 1970 et a participé à la Conférence sur les sciences sociales à Dar es-Salaam en décembre de la même année.

- 1971-1973 Expert principal en administration publique et en sciences sociales auprès de l'UNESCO - détaché auprès du CAFRAD à Tanger où il a exercé les fonctions de directeur du programme des ressources humaines.
- A ce titre, il a organisé notamment une conférence internationale sur les problèmes de la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur public africain qui s'est tenue à Tanger en septembre 1972 (où il a présenté un exposé) et a élaboré un numéro spécial de la revue des études administratives africaines du CAFRAD à cette occasion.
- 1973-1974 Professeur d'histoire moderne et de relations internationales à la Faculté de lettres de l'Université Mohamed V de Rabat (Maroc).
- 1975-1977 Stagiaire de recherche invité à l'Institut scandinave d'études africaines d'Uppsala (Suède).
- A fait un certain nombre de conférences dans d'autres universités de Suède, de Norvège et de Finlande.
- 1977-1979 Professeur de sciences politiques de l'Université Bayero, Kano (Nigéria). A donné des cours et a participé à des conférences dans un certain nombre d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur.
- A partir d'octobre 1979 Professeur de sciences politiques à l'Université de Khartoum (Soudan)
- A obtenu un congé sabbatique de janvier à septembre 1983 pour se rendre à l'Université d'Aix-en-Provence (France) où il a appris le français et a mené des recherches sur les problèmes de l'Afrique du Nord.

II Expérience diplomatique et autre

1. 1974-1975 : Ambassadeur du Soudan auprès des pays nordiques (Suède, Norvège, Danemark et Finlande) et membre de la délégation soudanaise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974.
2. Membre de la délégation soudanaise à la Conférence régionale sur les droits de l'homme tenue à Beyrouth en décembre 1968.
3. A participé à la Conférence de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux à Paris (invité à titre personnel)

Les résultats de la Conférence ont été publiés sous la forme d'une troisième Déclaration de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux.

4. Membre du Comité de planification et du secrétariat du Comité national soudanais pour les droits de l'homme constitué en 1967. Il a organisé notamment la première Conférence nationale de ce Comité sur le thème "Les droits de l'homme dans la théorie et la pratique" en avril 1968.
5. Membre du Comité qui a préparé le premier système de sécurité sociale du Soudan en 1966.

6. Membre de la délégation soudanaise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965 et en 1966.

A participé à la rédaction des clauses finales de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

7. Membre du Comité d'études constitutionnelles chargé de donner des avis à l'Assemblée constituante au sujet de la Constitution nationale, Comité sur la Constitution permanente du Soudan en 1966-1967.
8. Membre du secrétariat de la Conférence de la table ronde sur le problème du Soudan du Sud tenue à Khartoum en 1965.
9. A convoqué la Conférence internationale sur les réfugiés au Soudan tenue à Khartoum en 1982 et plus récemment (janvier 1984) a participé à une Conférence sur les pays arabes et sur la législation applicable aux réfugiés qui a été organisée par le HCR et l'Institut international de droit humanitaire de San Remo où il a fait un exposé sur le droit d'asile et de protection dans l'Islam, thème qu'il avait traité pour la première fois au cours de la Conférence de Khartoum sur les réfugiés de septembre 1982.

III. Recherche et principales publications

A. Ouvrages publiés

1. Imperialism and Nationalism in Sudan: a Study on constitutional and political development, 1899-1956, Oxford University Press (Clarendon), 1969 traduction arabe (par Dar Al-Nahar, Beyrouth) 1971.
2. Human Rights in Theory and Practice (publié en arabe, Dar Al-Fikr, Beyrouth), 1968.
3. The Problem of the Southern Sudan: Its Nature and Development, Dar Al-Fikr, Beyrouth, 1970.

B. A publié notamment les articles suivants :

1. "Training: The Sudanese Experience", The Philippine Journal of Public Administration, avril 1973.
2. "Africa's Identity; From Negation to Self-Assertion", Institut scandinave d'études africaines, Uppsala, Suède, 1976, traduction en norvégien dans Sym og Sag n. Oslo 1977.
3. "Trends in University teaching and Research in Public Administration in the Sudan", Journal of Eastern African Research and Development, Vol. 1, No 1, 1971.

4. "Arab-African Cooperation", Institut nigérian pour les relations internationales, Lagos (Nigéria), 1980.
5. "Islam and Social Integration in Africa", Kano Studies, Kano (Nigéria) 1980.
6. "The Development of British Policy in the Southern Sudan",
.
Middle Eastern Studies, Londres, 1966.
7. "Changing Patterns of Civilian-Military Relations in the Sudan".
Institut scandinave d'études africaines, Uppsala (Suède), 1978.
8. "The Colonial Experience and Patterns of Cultural Independence in
Afro-Asian Countries", Ministère de la culture, Abou Dhabi, 1975.

M. ISSAM AL-NAEB (Expert)

(Candidat proposé par le Gouvernement de la République arabe syrienne)

- Né en 1933 à Ariha - Syrie

- Licencié en droit en 1959

Postes, missions et fonctions qu'il a assumés :

- Juge de paix pour les affaires pénales - Juge public - Juge de paix pour les affaires civiles - Procureur général au Tribunal de la sécurité nationale - Juge de première instance - Inspecteur judiciaire 1959 - 1971

- Membre de l'Assemblée du peuple - Secrétaire de l'Assemblée du peuple 1971 - 1973

- Membre du Commandement régional du Parti BAAS arabe socialiste 1971 - 1975

- Membre du Commandement central du Front national progressiste 1972 - 1975

- Ambassadeur de la République arabe syrienne à Tunis 1976 - 1983

- Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de la Ligue arabe 1979 - 1983

- Président de la Commission arabe permanente des droits de l'homme 1981 - 1983

- Il a présidé plusieurs délégations syriennes à de nombreuses conférences arabes et internationales

- Ministre adjoint des affaires étrangères de la République arabe syrienne depuis août 1983

- Situation familiale : marié et père de 4 enfants

- Langues : arabe - français

M. AMIN ESBER (Suppléant)

(Candidat proposé par le Gouvernement de la République arabe syrienne)

- Né en 1939 à Jableh - Syrie
- Marié et père de deux enfants

Activités et fonctions actuelles

- Membre de l'Union des écrivains arabes
- Professeur à la Faculté des droits et à l'Institut supérieur des sciences politiques à l'Université de Damas des deux matières suivantes :
 - a) la loi constitutionnelle et les systèmes politiques
 - b) la loi du système international
- Membre de l'Association des juristes
- Chercheur dans les affaires africaines et internationales

Diplômes

- Licencié en droit de l'Université de Damas en 1964
- Diplôme supérieur en droit public des Universités de France en 1974
- Doctorat d'Etat en droit des Universités de France en 1978

Postes et fonctions occupés

- Avocat 1964 - 1967
- Conseiller juridique de l'Union des syndicats ouvriers en Syrie
- Rédacteur en chef du journal syndical
- Directeur de l'Institut culturel central à Damas et des Instituts de la culture pour les ouvriers
- Membre de la Commission de l'amendement de la loi du travail syrien et de la loi de l'Organisation syndicale
- Représentant de la Syrie lors des réunions de la Commission permanente juridique auprès de la Ligue arabe et dans d'autres conférences arabes et internationales
- Chargé d'affaires de la mission syrienne en Guinée 1981 - 1983
- Il a publié plusieurs ouvrages dans le domaine du Mouvement syndical et des systèmes politiques, ainsi que dans le domaine des relations arabo-africaines et des droits de l'homme

Langues

- Arabe
- Français
- Anglais

M. MUMTAZ SOFSAL (expert)

(Candidat proposé par le Gouvernement turc)

Né en 1929 à Zonguldak (Turquie)

Etudes :

Etudes universitaires et supérieures à l'Université d'Ankara, Facultés de sciences politiques et de droit, 1949-1955.

Ph.D. en sciences politiques, School of Economics de Londres (1955-1956), Princeton University et Université de Californie, Berkeley (1959-1960).

Postes actuels :

Professeur de droit constitutionnel à la Faculté de sciences politiques de l'université d'Ankara (cours de licence et de doctorat sur la théorie constitutionnelle, les droits fondamentaux, l'administration comparative, la protection internationale des droits de l'homme).

Vice-Président de l'association internationale des professeurs et des chercheurs dans le domaine des droits de l'homme;

Chroniqueur au quotidien national "Milliyet".

Principales fonctions exercées dans le passé :

Membre de l'Assemblée constituante (et du Comité de rédaction de la Constitution) pour la Constitution de 1961;

Rapporteur général du projet de réorganisation de l'administration centrale (1962-1964);

Directeur de l'Institut de formation à l'administration publique pour la Turquie et le Moyen-Orient (1965-1968);

Président du Conseil méditerranéen de recherches en sciences sociales (1969-1971);

Doyen de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara (1971);

Membre du Comité exécutif international d'Amnesty International (1974-1978) et Vice-Président de ce Comité (1976-1978) (a prononcé une allocution au nom d'Amnesty International à l'occasion de la cérémonie de remise du Prix Nobel de la Paix à Oslo en 1977); Vice-Président de la section turque d'Amnesty International (1978-1980);

Conseiller constitutionnel du négociateur chypriote turc aux négociations inter-communautaires à Chypre (1978-1980).

Principaux prix :

Premier prix international UNESCO de l'enseignement des droits de l'homme (1979).

Principales publications :

L'influence du public sur le fonctionnement de l'administration publique
(Institut international des sciences administratives de Bruxelles, 1966, en
français et en anglais).

Local Administration in Turkey (Ankara, 1967, en anglais);

Introduction à la Constitution (Ankara, 1968 et 1969, en turc);

Un concept dynamique du constitutionnalisme (Ankara, 1969, en turc);

La signification de la Constitution (Istanbul, 1969, 1974, 1976, 1977 et 1980);

La protection internationale des droits de l'homme (Manuel d'enseignement),
(Ankara, 1982, en turc)

Langues étrangères :

Français, anglais, italien.

M. DANILO TURK (suppléant)

(Candidat proposé par le Gouvernement yougoslave)

Professeur assistant de droit international

Faculté de droit, Université Edvard Kardelj de Ljubljana

Date de naissance : 19 février 1952

1975 : Licence de la Faculté de droit de l'Université de Ljubljana

1978 : Maîtrise (thèse : Les aspects institutionnels de la protection des minorités dans le système des Nations Unies), Université de Belgrade

1982 : Docteur en droit (thèse : Principe de la non-intervention en droit international et dans les relations internationales), Université de Ljubljana

1978 : Chargé de cours de droit international, Université de Ljubljana

1980 : Participant à l'Académie de droit international de La Haye

1977-1983 : Participant à plusieurs projets de recherche dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 1982 : Professeur assistant de droit international à l'Université de Ljubljana

Depuis 1983 : Directeur de l'Institut de droit international et des relations internationales, Faculté de droit, Université de Ljubljana

1973-1975 : Membre du Comité exécutif du Mouvement international de la jeunesse et des étudiants pour les Nations Unies (ISMUN)

1973-1983 : Participant à plusieurs conférences et séminaires internationaux organisés par l'ISMUN et le WFUNA (Fédération mondiale des Associations pour les Nations Unies) et d'autres organisations non gouvernementales

Depuis 1980 : Membre du Conseil juridique du Conseil exécutif de la République socialiste de Slovénie

Depuis 1979 : Membre suppléant du Comité juridique international de l'Association de droit international (IIA) chargé d'étudier les aspects juridiques d'un nouvel ordre économique international

Depuis 1983 : Membre du Groupe de travail sur le droit des Nations Unies, Secrétariat fédéral des affaires étrangères de la République fédérative socialiste de Yougoslavie

1979-1983 : Membre de la Présidence de l'Alliance socialiste des travailleurs de la République socialiste de Slovénie et Président de sa Commission chargée des questions des minorités et de l'émigration

1980 : Participant au Séminaire des Nations Unies sur le droit au développement, à Genève

Depuis 1981 : Vice-Président du Groupe de travail d'experts gouvernementaux sur le droit au développement constitué par la Commission des droits de l'homme en 1981

Publications :

Le principe de la non-intervention en droit international et dans les relations internationales (thèse de doctorat révisée), sous presse, doit être publié en janvier 1984.

A publié plusieurs articles sur la protection juridique internationale des droits de l'homme dans des périodiques, notamment : "Un aperçu des règles juridiques internationales de la protection des minorités dans le système des Nations Unies", Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo, 1976, Nos 1-2, "L'ONU et la protection des minorités", Naši razgledi, 1976, p. 2, "Questions actuelles sur les droits de l'homme examinées par les organes des Nations Unies", Revija in praksa, 1978, p. 10, "Le droit au développement comme l'un des droits fondamentaux de l'homme", Naši razgledi, 1979, p. 24. (Tous ces textes ont été publiés en slovène ou en serbo-croate.)

Langues : anglais, allemand , français.